

# Revue et perspectives

## KATRINA – UNE TRAGÉDIE

Nous avons tous été attristés par les dommages sur le plan humain causés par l'ouragan Katrina. Il s'agit de la catastrophe naturelle qui, de toute l'histoire des États-Unis, aura la plus forte incidence économique, actuellement estimée à 200 milliards \$. Les ouragans sont généralement considérés comme ayant des effets économiques neutres à long terme, la réduction à court terme de la productivité étant compensée par les effets expansionnistes de la reconstruction subséquente. Les régimes d'assurances privés et publics défrayeront la plus grande partie des coûts de reconstruction. Katrina se distingue par l'importance de la destruction, des déplacements de personnes et des dommages causés aux infrastructures nécessaires pour que les gens puissent retourner rebâtir leur vie. Voici certaines données qui illustrent toute l'ampleur du désastre :

Les territoires déclarés zones sinistrées par le gouvernement fédéral couvrent maintenant 90 000 milles carrés dans sept États. Plus de 75 000 personnes travaillent jour et nuit au sauvetage, à la reconstruction et au maintien de l'ordre dans la région de la côte du golfe du Mexique. Plus de 35 000 personnes ont été évacuées d'urgence de la Nouvelle-Orléans et 559 refuges ont été ouverts pour abriter 182 000 personnes. La majorité des 500 000 habitants de la Nouvelle-Orléans ont été déplacés pour une période indéfinie.

On estime généralement que ce désastre pourrait réduire la croissance de l'économie américaine de 0,5 % au troisième et au quatrième trimestres de cette année, mais qu'il le fera probablement augmenter d'environ 1,0 % en 2006. Son incidence totale sur le budget du gouvernement fédéral américain sera négative, ce qui engendrera de nouvelles pressions à la baisse sur le dollar américain à moins d'un resserrement de la politique monétaire. Le PIB américain étant d'environ 12 billions \$, la capacité du pays à reconstruire ne fait cependant aucun doute. L'effet combiné de la guerre en

Irak et de la reconstruction dans les États de la région du golfe du Mexique posera toutefois un défi pour la Maison-Blanche : celui de maintenir les réductions d'impôt qu'elle prévoyait rendre permanentes.

## Hausse des prix du pétrole et du gaz naturel

L'incidence immédiate de Katrina a été une hausse des prix de l'essence, avec la mise hors service de nombreuses raffineries. Les prix de l'essence ont bondi de 20 % à 30 % en Amérique du Nord et des pénuries sont survenues. Le gouvernement américain a autorisé le recours à la réserve stratégique dans le but de freiner la progression du prix du pétrole brut, qui approchait les 70 \$ le baril. Le prix de gros du gaz naturel a augmenté de 22 %, en raison des craintes que les champs de gaz naturel et les infrastructures d'extraction aient subi des dommages importants. Les marchés du pétrole et du gaz naturel ont perdu environ la moitié de leurs gains initiaux lorsque les raffineries et les pipelines sont redevenus fonctionnels, mais l'ouragan Rita fait de nouveau augmenter les prix. Cela prendra des semaines, voire des mois dans certains cas, pour retrouver la même capacité de production qu'auparavant.

Prix du gaz naturel – \$US



## Incidence sur la Réserve fédérale

Nombreux sont ceux qui s'attendaient à ce que l'incidence économique négative à court terme de Katrina incite la Fed à suspendre ses hausses de taux, comme en fait foi la baisse du taux de l'obligation à deux ans, qui est passé de plus de 4 % à 3,90 %. La Fed a toutefois continué à resserrer sa politique monétaire, en augmentant son taux directeur de 0,25 % le 20 septembre, pour l'établir à 3,75 %.

Taux obl. Trésor É.-U. à 2 ans - %



## Perspectives pour le quatrième trimestre

Il est quasi certain que l'économie ralentira quelque peu au quatrième trimestre, à cause de Katrina et de la hausse subséquente des prix du pétrole et du gaz naturel. Les dépenses discrétionnaires sont grugées, et cette situation se reflète dans les prévisions pour plusieurs titres du secteur du commerce de détail. Le taux d'épargne personnel est devenu négatif aux États-Unis récemment, une situation qui, de toute évidence, ne peut persister.

L'incidence sur les marchés financiers est que les taux d'intérêt à long terme seront plus faibles qu'ils ne l'auraient été autrement. La réaction des marchés boursiers a été très différente selon les secteurs. Le secteur du pétrole et du gaz naturel demeure solide, tant pour ce qui est des producteurs que des fournisseurs de services. Les sociétés aériennes ont été les plus touchées, plusieurs faisant face à la faillite dans la perspective d'une conjoncture qui demeurera difficile pendant encore un certain temps. Les sociétés d'assurance subiront des pertes records (environ 50 milliards \$), mais la plupart des dommages n'étaient pas couverts par des assurances.

Le marché boursier canadien continuera vraisemblablement à surclasser le marché américain, surtout en raison de la plus forte importance relative du secteur de l'énergie au sein du premier, et ce, même si le marché américain pourrait connaître une bonne fin d'année si la Fed met fin à sa série de hausses de taux. Les marchés obligataires feront face à une situation plus difficile, puisque les taux obligataires pourront difficilement se maintenir à de faibles niveaux et que les taux réels pourraient augmenter en raison de la vigueur relative de l'économie, de la hausse du déficit et du faible taux d'épargne. En conséquence, nous avons des attentes plutôt modestes à l'égard des marchés financiers d'ici la fin de l'année. À partir d'un certain moment en 2006, la reconstruction de la Nouvelle-Orléans stimulera l'activité économique, créera des emplois et amènera de meilleures nouvelles ainsi qu'une plus grande prospérité.

L'ÉQUIPE D'ANALYSE DES MARCHÉS DE SCOTIA CASSELS<sup>MC</sup>

<sup>MC</sup> Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse. Le Groupe Gestion privée Scotia réunit un ensemble de services destinés à la clientèle privée parmi ceux offerts par La Banque de Nouvelle-Écosse, La Société de fiducie Banque de Nouvelle-Écosse, Gestion de placements Scotia Cassels Limitée, Scotia Cassels U.S. Investment Counsel Inc. et ScotiaMcLeod, une division de Scotia Capitaux Inc., toutes membres du Groupe Banque Scotia. Scotia Capitaux Inc. est membre du FCPE.